

M. BOISSONNAT.- Monsieur le Premier Ministre, Jacques Chirac, a bien voulu accepter de venir au FORUM DE L'EXPANSION, aujourd'hui, dans cette période qui se situe entre un choc et une échéance.

Le choc, c'est celui que l'économie mondiale a connu dans les mois récents, L'échéance, c'est naturellement celle qui va dominer la vie politique française dans les mois qui viennent.

Monsieur Jacques Chirac a bien voulu accepter de donner son sentiment sur la situation en ce début de 1988, et notamment sur la situation des entreprises françaises, dans le contexte où elles se trouvent aujourd'hui, et il a surtout bien voulu accepter de répondre complètement à toutes vos questions.

Monsieur le Premier Ministre, je vous demande, si vous voulez bien, d'introduire le débat qui va suivre par vos propos et vos premières réflexions que vous pourrez développer à partir des questions qui vous seront posées.

M. CHIRAC.- Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs. Tout d'abord merci de votre accueil et de votre invitation à laquelle j'ai été sensible.

Je salue avec plaisir toutes les personnalités qui y ont répondu, également.

Je me rends compte avec joie qu'il est intéressant, pour moi, d'avoir cet échange de vues et je profite de cette occasion, puisque c'est la période, pour vous présenter mes meilleurs vœux pour vous et surtout pour l'ensemble de vos entreprises.

J' imagine que, à l'occasion des questions, j'aurai amplement l'occasion de développer les caractéristiques techniques de la politique du Gouvernement et ce que je considère être les acquis positifs de cette politique, ainsi que ses faiblesses, ses insuffisances et par voie de conséquences les ambitions qui doivent être les nôtres pour la période à venir.

Je ne les évoquerai donc pas dans le propos introductif que vous m'avez demandé, sauf pour indiquer, face à certaines inquiétudes qui, à juste titre, se font jour,

que notre pays progresse tout de même sur la bonne voie, dans la mesure où sur un certain nombre de points essentiels pour son économie, son économie au sens large du terme, j'intègre naturellement les problèmes sociaux dans la notion de l'économie, elle a connu des résultats positifs, qu'il s'agisse de l'emploi, pour la première fois depuis quinze ans nous enregistrons une inversion de tendance, qui commence d'ailleurs à être perçue comme telle, c'est très important sur le plan psychologique, par l'opinion publique, qu'il s'agisse des investissements, notamment des investissements productifs dans le secteur du risque concurrentiel, qu'il s'agisse de l'évolution des coûts salariaux unitaires ; nous voyons une évolution plus positive que par le passé, par voie de conséquence une amélioration potentielle de notre compétitivité. Qu'il s'agisse des prix, chacun a aujourd'hui clairement le sentiment que nous n'avons pas eu de différentiel d'inflation avec l'Allemagne, nous pouvons le comparer parce que c'est le meilleur en Europe, aussi faible depuis également probablement une quinzaine d'années.

Mais j'aurai certainement l'occasion de revenir sur tout cela, j'aimerais pour commencer faire quelques considérations peut-être un peu plus générales, en indiquant que pour 1988, je crois qu'au-delà de l'optimisme ou du pessimisme des experts, ce qui importe avant tout pour les responsables politiques, c'est de faire preuve de lucidité et de continuité dans l'action. Ce sont les deux caractéristiques que les responsables politiques doivent avoir.

En premier lieu, la lucidité. Etre lucide, c'est savoir que toutes les prévisions pour 1988, pourtant très soigneusement établies par les meilleurs experts, nationaux ou internationaux, sont entâchées d'une très, très grande incertitude. Souvenons-nous, il y a quelques mois, au mois de juillet, l'INSEE prévoyait une croissance de 1,3% pour 1987 avec toutes les justifications et l'OCDE, dans sa dernière étude, prévoyait pour la France une croissance de 1,5%.

Or, nous savons maintenant que pour 1987 la croissance aura été très légèrement supérieure à 2%.

Ce ne sont d'ailleurs pas les experts, naturellement, qui sont en cause, ni leurs compétences, c'est tout simplement l'incertitude de l'avenir pour tout un ensemble de raisons, ce n'est pas ici que j'ai besoin de les développer... Et il faut donc nous accoutumer à cette imprévisibilité et, donc, en tirer un certain nombre de conséquences.

Etre lucide, c'est également ne pas se méprendre sur la portée de la crise internationale. La crise des marchés financiers, depuis le mois d'octobre dernier, n'est en réalité que l'illustration financière d'un mal probablement plus profond, depuis le début des années 1970 l'économie internationale s'est progressivement dérèglée. Le régime des changes flottants, qui consista, en réalité à refuser les disciplines indispensables, a favorisé l'apparition de déséquilibres considérables que ne vient plus corriger aucun mécanisme, et notamment aucun mécanisme automatique.

Nous sommes donc à un moment où il incontestablement crise, ce n'est pas la première fois, ce n'est pas la dernière... cela ne doit pas naturellement nous décourager... mais il y a crise des pays industrialisés occidentaux.

Cette crise n'est pas seulement économique, si elle n'était qu'économique ce ne serait probablement pas très grave... la référence pour la consommation, pour la satisfaction immédiate, est éphémère. La difficulté rencontrée par tous les pays à préparer soigneusement l'avenir, à épargner, à investir, sont aussi le fruit d'une crise des valeurs qui sous-tend, en réalité, la crise économique.

L'évolution défavorable de la démographie dans tous les pays occidentaux apporte, sans doute, une autre illustration de cette crise et en est probablement le signe le plus préoccupant, bien au-delà des conséquences économiques.

Etre lucide, enfin, c'est savoir reconnaître ses propres forces et ses propres faiblesses. Notre pays a ses faiblesses, c'est vrai... un investissement productif insuffisant depuis longtemps, probablement pendant la dizaine d'années qui a suivi le premier choc pétrolier, c'est-à-dire à partir de 1974, des parts de marché

mondial qui ont diminué constamment depuis le début des années 1980, des rigidités économiques et des rigidités sociales qui l'empêche de donner sa pleine mesure.

Mais la France a aussi des atouts et des atouts importants, qui lui ont permis de revenir régulièrement, à l'étonnement général de tous, au premier rang lorsqu'elle les a mobilisés - notre histoire évidemment contemporaine justifie cette appréciation. Le premier de ces atouts, ce sont les Françaises et les Français qui sont ingénieux, capables, plus travailleurs que beaucoup d'autres, notamment en Europe, et notre peuple ne demande qu'à agir, qu'à faire preuve de combativité, pour peu que l'on donne à chacun, à quelque niveau qu'il se situe, plus d'initiative et plus de responsabilité.

Le second atout, c'est notre économie. C'est tout de même la 4ème du monde, avec ses points forts dans les technologies les plus avancées, dans le domaine des services également. On ignore parfois que nous sommes le second exportateur mondial dans le secteur de l'Aéronautique, l'Espace, le second exportateur mondial dans le secteur des Services. Nos exportations totales sont, certes, insuffisantes, c'est une de nos faiblesses dans notre contexte, mais sait-on que nous exportons, par habitant, plus que l'Angleterre, que les Etats-Unis, que l'Italie, que le Japon !...

Enfin, notre point faible, et que nous partageons hélas avec tous les pays industrialisés, est celui de l'emploi, mais je le disais tout à l'heure, nous observons une inflexion de la courbe, depuis le mois de mars dernier il y a amélioration de la situation de l'emploi, ce qui est un phénomène qui n'était pas arrivé depuis 1973.

Pour tirer parti, donc, de ces points forts et pour conjurer ces faiblesses dans un environnement international à la fois incertain et difficile, il nous faut donc être plus compétitifs que jamais.

Mon deuxième point après la lucidité, c'est la combativité et surtout la continuité dans l'action.

Que faire en 1988 en France, en Europe et dans le Monde ? Il faut continuer à renforcer notre économie et notre pays, il faut plus que jamais réduire les déficits, qui sont un élément de faiblesse permanent pour l'économie, il faut maîtriser, par conséquent, les dépenses improductives, il faut renforcer la compétitivité de nos entreprises et maîtriser les coûts de production. Il faut accroître les investissements productifs, il faut renforcer la désinflation et il faut stimuler l'initiative et le dynamisme de l'ensemble des agents économiques.

A titre d'exemple, dans deux domaines nous devons faire encore de grands progrès pour être à l'égal des meilleurs, qui sont nos seules références :

- . le déficit budgétaire prévu dans le Budget 1988 est de 115 milliards de francs c'est-à-dire une réduction de 25% pour 3 ans
- . le besoin de financement des Administrations, qui a été pendant des années excessif et nettement supérieur à celui de la République Fédérale d'Allemagne devrait, en 1988, non seulement se retrouver à un niveau comparable mais, en réalité, un peu inférieur au niveau de la République Fédérale.

C'est un élément important de notre évolution.

D'autre part, l'investissement productif doit croître plus vite en France qu'en Allemagne sur la période 1986/1988, ce sont les chiffres à la fois nationaux et internationaux qui l'indiquent, nous avons fait une croissance de l'investissement productif dans le secteur concurrentiel sur les deux années 1986/1987 de l'ordre de 10%, nous situant ainsi très sensiblement au-dessus de la moyenne des pays industrialisés, Groupe des Sept ou O.C.D.E. et également, naturellement, Communauté.

Les experts, à la fois de l'INSEE et de l'OCDE, indiquent que cette progression va s'améliorer encore en 1988. Nous devons, en tous les cas, maintenir cette situation, c'est-à-dire être à un niveau d'accroissement de nos investissements, comme cela a été le cas en 1986/1987, supérieur à celui de l'Allemagne Fédérale.

Ce sont deux exemples que je voulais prendre car ils me paraissent importants.

Pour renforcer notre compétitivité, il faut également renforcer l'Europe. Renforcer la construction européenne est, sans aucun doute, une nécessité. L'Europe représente, pour chacun des pays européens, une chance et un atout d'autant plus grands que l'Economie internationale est elle-même plus menacée.

On doit savoir que notre pays exporte 60% des biens et marchandises qu'il vend à l'étranger à ses partenaires de la Communauté. C'est pourquoi la prospérité et la stabilité européenne constituent un objectif tout à fait essentiel de tout Gouvernement français, et c'est tout l'enjeu de la préparation de 1992 et du Marché Européen.

C'est ce que nous avons fait tout récemment en renforçant la solidité du système monétaire européen, tant il est vrai que la stabilité monétaire est un préalable au renforcement du Marché Commun.

Je suis pour ma part persuadé qu'il nous faut encore et sensiblement progresser dans le domaine monétaire. Le Système Monétaire Européen doit se renforcer au fur et à mesure que s'accumulent les périls dans le monde, de grands progrès ont été faits récemment, c'est vrai, mais il faut aller plus loin et je me propose, pour ma part, de prendre dans ce domaine de nouvelles initiatives.

Il faut en effet s'interroger... Je ne trancherai pas à le faire, mais on ne peut pas ne pas se poser la question : "Le moment n'est-il pas venu d'avoir une monnaie commune à tous sur le plan de la Communauté, avec, en tous les cas, le ralliement au système de ceux qui n'y sont pas ou qui y ont place à part ? ... Je pense à l'Angleterre et à l'Italie..."

"Le moment n'est-il pas venu d'avoir une Banque Centrale commune à tous ?", cela pose des problèmes très compliqués et très difficiles, c'est vrai, mais nous devons y réfléchir dès maintenant.

Il faut, enfin, participer activement à l'effort tendant à réformer le Système Monétaire International, et il faut avoir le courage de le reconstruire.

Le système des changes flottants a fait la preuve de son échec, sa naissance est ambiguë, puisqu'il ne s'agissait, pour la puissance dominante, que de refuser les disciplines qui avaient été imposées par le système de Bretton-Woods.

Le Général de Gaulle, en son temps, avait dénoncé les dangers d'un système sans contraintes, c'est-à-dire d'un système irresponsable pour la puissance dominante.

Les accords du Louvre marquent une attitude, sans aucun doute, plus responsable des grands pays à l'égard des marchés des changes, ceci ne va pas sans mal... Nombreux sont ceux, ici ou là, qui continuent à faire l'éloge des changes flottants et voient dans les fluctuations monétaires, quelle qu'en soit l'amplitude, un mécanisme indispensable de correction des déséquilibres. Je ne suis pas du tout de cet avis, pas du tout. Et le récent communiqué des Sept montre qu'après quelques tentations au total aucun d'entre eux n'est de ce sentiment.

Notre responsabilité commune, c'est maintenant de mettre en oeuvre avec technicité, une stratégie économique à moyen terme qui a été définie par les Sept, avec peut-être encore trop de prudence, mais je suis confiant dans leur détermination, quelle que soit la difficulté de la tâche.

Au-delà il faut avoir une vision à moyen terme pour le Système Monétaire International. A mon sens l'histoire économique et monétaire de ces dernières années conduit à s'interroger sur trois points, au moins :

- . ne faut-il pas choisir une monnaie ou un étalon de référence plus incontestable que la monnaie d'un pays qui enregistre des déficits considérables ?
- . ne faut-il pas prendre en compte, désormais, l'existence de trois grands pôles monétaires dans le monde : le dollar, le yen et l'écu ? Dans la conception d'un nouvel ordre monétaire.
- . ne faut-il pas mettre sur pied un système qui comporte en lui-même ses sanctions et qui empêche l'accumulation de déséquilibres considérables ?

Voilà les questions que l'on peut se poser, les axes de réflexion et surtout les axes d'action pour la période qui s'ouvre et qui doit inspirer, dans l'esprit de lucidité et de combativité, l'action des responsables politiques.

Certains ont évoqué il y a quelque temps, le débat est d'ailleurs un peu dépassé, me semble-t-il, le déclin... Je n'ai jamais souscrit, naturellement, à cette appréciation. Le déclin, c'est une chose que l'on porte en soi, et non pas une situation que l'on constate, c'est ce qui se passe lorsque l'homme s'interroge en se disant : "Que va-t-il se passer ?" au lieu de se dire : "Que vais-je faire ?", je n'ai pas observé que les responsables politiques, économiques, sociaux de notre pays soient dans cet état esprit.

La seule question que nous devons nous poser, c'est : "Qu'allons-nous faire ?" et nous avons à cette question un certain nombre de réponses positives que nous pouvons, maintenant, si vous le voulez, ensemble discuter.

- 1 -

M. DU ROY.- Monsieur le Premier Ministre, la première question va concerner le court terme, le très court terme.

Il reste cent jours avant l'échéance électorale qui aura lieu au printemps, est-ce que ces trois mois et un peu plus ne risquent pas d'être largement neutralisés ?... Peuvent-ils rester, au niveau d'un Chef de Gouvernement, trois mois efficaces ?... Et, pendant ces trois mois, concrètement, que comptez-vous encore faire ?...

M. CHIRAC.- Gouverner ... Sans l'ombre d'une réserve ... et sans me laisser distraire par un débat démocratique auquel je souhaite participer, d'une façon ou d'une autre, et qui est naturel dans un grand pays civilisé... mais qui ne distraira pas le Gouvernement, de sa vocation à assumer ses responsabilités de façon dynamique jusqu'au terme de sa

M. DU ROY.- Pourriez-vous donner des exemples de décisions de prolongement de l'action que vous avez menée depuis deux ans et que vous comptez encore continuer pendant ces trois mois ?...

M. CHIRAC.- Il y en a un certain nombre... dans le domaine de l'économie... avec une série de décisions qui sont encore à prendre... en particulier, au niveau des problèmes fiscaux, des problèmes de Recherche, des problèmes de formation... il y en a dans le domaine de la réflexion engagée qui exigera des décisions de principe assez rapides dans le domaine de l'Education... il y a naturellement les problèmes européens qui exigeront là encore des décisions à prendre dans le cadre d'une concertation communautaire, certes, mais qui engageront, de façon importante, notre pays et dans des conditions difficiles... Il y en a dans le domaine de la conjoncture pour faire face à une situation qui s'est dégradée, notamment, dans certaines zones... il y a des problèmes relatifs à l'aménagement du territoire et l'ambition du Ministre de l'Industrie est de créer maintenant, - il faut le faire assez rapidement - des pôles d'activités... qu'il appelle des "pôles d'excellence"... qui sont une réponse à des problèmes industriels et d'aménagement du territoire.

M. LEFOURNIER.- Monsieur le Premier Ministre, dépassons les trois prochains mois et parlons d'une stratégie économique à moyen terme.

- 2 -

Un certain nombre de questions sont posées sur ce point... un des participants vous rappelle que vous avez assigné à la France de devenir la première puissance économique de l'Europe d'ici vingt ans.

M. CHIRAC.- La première puissance en termes de croissance... place que nous avons eue longtemps et que nous devons retrouver.

M. LEFOURNIER.- C'est un objectif ambitieux et l'on vous demande comment il sera atteint ?... Et à quelles conditions ?...

M. CHIRAC.- ... Ce n'est pas du tout un objectif ambitieux... nous l'avons atteint en 1987... en tous les cas, vis-à-vis de l'Allemagne qui est notre référence ... nous avons eu, en 1987, une croissance supérieure à celle de l'Allemagne... ce qui n'était pas le cas dans les années antérieures...

M. LEFOURNIER.- ... Sur la plus grande partie de la décennie 80, il est vrai que la France a cru moins que ses partenaires...

M. CHIRAC.- ... Depuis qu'elle est bien gouvernée !...

M. LEFOURNIER.- La question se situe sur la durée, sur le moyen terme ... je la rapproche d'une autre : Il ne suffit pas d'énoncer les objectifs à atteindre, donnez-nous plutôt des moyens d'actions qui permettraient de les atteindre ?...

Les objectifs cités sont : renforcer l'économie, réduire les déficits, renforcer la désinflation... on vous demande d'être plus précis sur les moyens d'atteindre cet objectif.

M. CHIRAC.- Les moyens consistent, d'abord, à améliorer la compétitivité de nos entreprises et, pour cela, il faut limiter les charges qui pèsent sur elles, tant sur le plan financier que sur le plan des contraintes d'autres natures... - c'est la politique que nous avons engagée... je ne vais pas la rappeler dans le détail devant des experts qui la connaissent parfaitement ... - qu'il s'agisse de diminutions de fiscalité qui doivent se poursuivre incontestablement, qu'il s'agisse d'une maîtrise plus assurée de nos perceptions sociales, qu'il s'agisse,

naturellement, du retour à un certain nombre de libertés dans différents domaines.

M. LEFOURNIER.- Vous avez parlé du sous-investissement des années antérieures... il y a beaucoup de questions sur l'opportunité, la relance de l'investissement.

Est-ce que cette question est à l'ordre du jour concernant les biens d'équipements ?... et quelles pourraient être les formes d'application ?...

M. CHIRAC.- Un débat permanent ressort régulièrement sur la façon d'améliorer l'investissement. Je ne suis pas très sûr que ce soit une bonne question parce que l'investissement doit correspondre à une réalité psychologique c'est-à-dire une volonté de la part de l'entreprise et à un Marché c'est-à-dire une réalité économique.

J'ai toujours observé que les entreprises dynamiques investissaient... Ce ne sont pas elles qui demandent des aides particulières pour le faire.

Deuxièmement, pour investir, il faut avoir les moyens... Pour avoir les moyens, il faut pouvoir les dégager et ceci implique une amélioration de la situation financière des entreprises qui, de mon point-de-vue, doit être obtenue par une diminution générale des charges qui pèsent sur elles et qui sont excessives, -c'est ce que nous avons engagé par un certain nombre d'actions et qui doit se poursuivre -, de l'impôt sur les Sociétés, - ceci est un phénomène sans précédent dans notre Histoire -, de 50 à 42 %... meilleure maîtrise de la taxe professionnelle... diminution de certaines charges, - je pense à la T.V.A. sur les Télécommunications ou aux décisions prises en ce qui concerne le fuel industriel, etc. -.

C'est à partir de là que doivent se dégager les moyens nécessaires aux investissements plus que par une aide.

Faut-il aller plus loin et faire une aide sectorielle ?...

Je n'y suis pas très favorable et je vais vous dire pourquoi :

Tout d'abord, parce qu'en général ces aides sont très onéreuses... il n'y a rien de vraiment significatif à moins de 10 Milliards de francs... et on s'aperçoit que, pour une très grande part de cet effort demandé aux Finances publiques, on obtient au mieux quelques anticipations d'investissements et on engage parfois des investissements fâcheux ou inutiles.

C'est une manière d'intervenir dans la décision économique qui ne me paraît pas très favorable.

J'ajoute que l'expérience constante prouve que, dès que l'on s'engage sur cette voie, on déséquilibre immédiatement, fortement la Balance Commerciale par le biais de l'importation des biens d'équipements. C'est fâcheux mais c'est ainsi !...

Or, nous avons, de ce point-de-vue, un souci majeur :

Il n'y a pas de redressement de l'économie nationale possible, s'il n'y a pas redressement de nos comptes extérieurs.

Nous ne pouvons donc pas prendre le risque d'une détérioration de nos comptes extérieurs qui serait la conséquence inévitable d'une politique d'incitation à l'investissement.

Naturellement, il ne faut pas être dogmatique dans cette affaire... cela pourrait s'imposer... mais je vous disais, tout-à-l'heure, que l'investissement productif dans le secteur des entreprises concurrentielles a connu un développement en 1986, 1987 et les perspectives 1988 sont telles que nous sommes en tête des pays industrialisés, pratiquement... selon les experts... mais en tout cas sensiblement au-dessus de la moyenne et notamment au-dessus d'un pays comme l'Allemagne. Il est vrai que nous avons du retard à rattraper !...

Le mouvement d'investissements s'est engagé... je ne suis pas sûr que la priorité consiste à l'accélérer de façon artificielle... Ces raisons, plus un certain nombre d'autres, me conduisent à penser que, si nous devons dépenser de l'argent, - nous avons bien l'intention de le faire par la maîtrise de notre économie, je veux dire de nos dépenses publiques -, nous devons le faire prioritairement par la baisse générale des charges pesant sur les entreprises et non pas par des actions sectorielles ou particulières.

Lorsqu'on évoque les problèmes liés aux économies, liés à la réduction impérative du déficit, liés à la nécessité de réduire la recette pour les raisons que je viens d'évoquer - on parle souvent de l'impôt sur la Société, de l'impôt sur les ménages, à juste titre - on oublie de dire que nous sommes engagés dans l'impérieuse obligation de diminuer la T.V.A. pour des raisons tenant à l'harmonisation européenne... ceci va nous coûter fort... nous ne pouvons pas tout faire à la fois... ou alors nous risquons de créer, en termes de consommation et en termes social, les conditions d'une crispation... ce qui n'est pas non plus notre objectif.

Toutes ces raisons font que je crois davantage à une réduction globale des charges qu'à des incitations particulières.

Cette réflexion vaut pour les investissements immatériels... il y a un secteur où nous avons un retard important par rapport à nos principaux concurrents qui est l'investissement immatériel et, là, nous devons impérativement le rattraper.

C'est tout ce qui concerne la Recherche, la Formation, les investissements commerciaux... d'où les décisions que nous venons de prendre et que nous allons prendre concernant les crédits pour la Recherche et l'effort Recherche publique orienté vers la Recherche industrielle en priorité... les décisions que nous venons de prendre et que nous allons compléter concernant l'incitation fiscale à la formation dans les entreprises, en particulier, les petits et moyennes qui ne consacrent pas suffisamment... qui ne peuvent pas financièrement consacrer suffisamment d'effort à la formation... ceci est capital... notre compétitivité, dans les années qui viennent, sera probablement plus déterminée par la qualité professionnelle des hommes que par l'ampleur des investissements matériels.

Et, enfin, une incitation fiscale à l'implantation des réseaux commerciaux à l'étranger.

M. DU ROY.- L'un des participants vous demande plus précisément si, au cas où seriez en mesure de le faire, vous comptez supprimer purement et simplement la taxe professionnelle ?...

M. CHIRAC.- On ne peut pas la supprimer purement et simplement... pour des raisons financières... nous avons vécu trop longtemps, - nous ne sommes pas les

seuls - dans une économie où l'on dépensait plus qu'on ne gagnait... - cela a été vrai dans le Monde entier -... cela s'est traduit par des déficits insupportables dans les pays industrialisés, par l'endettement que l'on sait, avec les risques que l'on fait courir à l'ensemble de l'économie internationale dans les pays en développement.

Il faut maintenant redresser cette situation... elle ne peut pas durer indéfiniment. Nous sommes donc obligés de réajuster notre dépense à notre recette. Nous sommes dans une situation où nous sommes obligés de réduire les déficits, lesquels sont dangereux et coûteux, obligés également de réduire un certain nombre de recettes qui avaient atteint un niveau paralysant pour notre économie... il faut réduire, - personne ne le conteste plus - l'impôt sur les Sociétés... encore, et au delà de ce qui a été fait, il faut réduire la T.V.A. ... nous y sommes contraints ... il faut sans aucun doute continuer à réduire la taxe professionnelle... on ne peut pas ne pas continuer à faire un effort sur les ménages pour des raisons qui tiennent, à la fois, à la nécessité de libérer l'initiative et la responsabilité et aussi à ne pas prendre trop de risques sur la consommation.

Tout ceci crée des perspectives de gestion extrêmement draconiennes de la dépense... on ne peut pas tout faire à la fois... il faut avoir une conception globale, avoir des priorités... parmi ces priorités, quelle que soit l'irritation qu'elles provoquent chez les uns ou chez les autres, la taxe professionnelle qui est condamnable, - je le reconnais bien volontiers - doit faire l'objet non pas d'une suppression parce que nous n'en avons pas les moyens mais d'un aménagement comme nous l'avons fait ... l'année dernière, nous avons diminué de 7 Milliards la taxe professionnelle et nous poursuivrons dans cette voie.

M. LEFOURNIER.- L'un des participants constate que la France n'exporte pas assez et suggère de créer une prime à l'exportation en réduisant l'impôt sur les bénéfices d'un pourcentage, - par exemple, 20 % - sur la partie du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation.

M. CHIRAC.- Evidement, toutes ces idées sont excellentes... on pourrait même supprimer la totalité de la fiscalité... ce n'est pas possible... c'est tout !

M. LEFOURNIER.- Question plus précise : vous avez parlé de la réduction de l'impôt des bénéfices sur les Sociétés... à quels termes, estimeriez-vous possible d'y arriver ?...

M. CHIRAC.- Je pense que nous devons arriver à un impôt sur les Sociétés qui soit probablement de l'ordre de 33 %... situé entre 30 et 35 %... et il faut le faire avant 1992, ne serait-ce que pour des raisons d'harmonisation avec nos concurrents européens.

Je ne vois rien qui puisse, en réalité, contredire cet objectif.

M. DU ROY.- A propos de la taxation des bénéfices, il y a actuellement un débat entre des personnalités politiques de tendance différente... les uns disant qu'il fallait moins imposer les bénéfices réinvestis, des bénéfices qui étaient productifs, les autres disant qu'il fallait comme ailleurs, en Allemagne, je crois, moins imposer les bénéfices distribués, cela pouvant être productif au capital.

M. CHIRAC.- Je suis, pour ma part, plutôt favorable la deuxième thèse et il y a, actuellement, au sein même du Gouvernement, un débat sur ce point... de toutes façons, ce n'est pas un débat capital, c'est surtout un débat d'experts.

M. LEFOURNIER.- Au niveau de la Sécurité Sociale, beaucoup demandent comment vous pensez diminuer les prélèvements obligatoires compte tenu des mesures qui doivent être prises pour équilibrer les comptes sociaux ?..

Il y a des questions précises : au-delà du court terme, pourrait-on imaginer une persistance du déficit de la Sécurité Sociale ?... ou bien envisagez-vous des modifications de structures ?...

Un autre participant demande carrément : laisserez-vous encore longtemps la Sécurité Sociale ruiner le pays ?...

M. CHIRAC.- Tout en nuance !...

Premièrement, notre système de protection sociale qui peut, sans aucun doute, être amélioré, cela va de soi comme tout oeuvre humaine, est certainement l'une

des choses dont la France peut être fière et l'un des plus élaborés dans le Monde. Ne nous laissons pas aller par des humeurs irresponsables, par des jugements excessifs à des remises en cause d'un système qui a fait ses preuves et qui est totalement intégré à notre Société.

Il n'est donc pas du tout, dans mes intentions, naturellement, de remettre en cause notre système de protection sociale.

En revanche, nous devons supprimer le déficit. Nous avons engagé, et permettez-moi de le dire, courageusement cette action.

Je vous rappelle que les prévisions des experts incontestés, au printemps 86, étaient de 20 Milliards de déficit pour l'année 86, de 40 Milliards de déficit pour l'année 87 et de 60 Milliards de déficit pour l'année 88.

Ceci veut dire, en clair, que notre système de Sécurité Sociale était en train d'implorer.... ce qui n'est rien d'autre que le résultat de la gestion antérieure... je le dis sans esprit polémique, c'est une constatation.

Nous avons pris un certain nombre de dispositions qui n'ont pas manqué de nous être reprochées.

Le déficit de 40 Milliards de 87 a été réduit à un déficit de 4 Milliards... ceci est tout de même un bel effort... nous avons terminé l'année 87 avec un déficit du régime général de 4 Milliards... partant d'une prévision indiscutable de 40 Milliards. Je souligne l'ampleur de l'effort ... il a bien fallu le faire !...

Nous avons également terminé l'année 1987 avec trois des quatre régimes en équilibre : l'accident du travail, la famille ou la maladie... ceci n'était pas évident... non seulement ce n'était pas évident mais tous les experts prétendaient le contraire... la maladie a été remise en équilibre.

Pour 1988, les perspectives ne sont plus de 60 Milliards de déficit, - elles étaient de 34 Milliards en juillet, - je les ai, à l'époque, contestées - j'observe, d'ailleurs, que ce déficit a été intégré par les experts de l'O.C.D.E. dans les prévisions 88 pour la France et malgré ce chiffre de 34 Milliards, les experts de l'O.C.D.E. considèrent qu'il n'y aura pas de diminution du niveau d'activité, dans le deuxième semestre 88, par rapport au premier.

C'est tout-à-fait ma conviction.

Ce déficit de 34 Milliards est, aujourd'hui, de 19 Milliards... 19 Milliards de déficit prévisible.

La réalité sera vraisemblablement entre 13 et 14 Milliards de francs, déficit réel... les chiffres du mois de juillet, - j'en suis persuadé - seront de ce niveau-là... compte tenu de l'effort de redressement que nous avons engagé et poursuivi.

C'est donc quelque chose de maîtrisable... Vous pourriez me dire, pourquoi ne l'avez-vous pas maîtriser tout de suite ?...

Ce déficit est le déficit d'un seul régime, le régime Vieillesse... nous sommes dans la situation paradoxale, en France, où à partir d'un peuple qui, volontiers, travaille plus que les autres et celui qui, en termes de durée du temps de travail et d'âge de la retraite, est le plus bas de tous les pays de l'Europe.... ceci nous pose un vrai problème.

Le déficit du régime Vieillesse s'accroît structurellement, automatiquement de 10 Milliards par an... est-ce ou non supportable ?... Ceci est une grande question. Si l'on estime que c'est supportable, il faut trouver la recette correspondante... c'est, je le répète, une quinzaine de milliards de déficit en 1988 .. 25 milliards l'année prochaine... est-ce supportable pour notre économie, oui ou non ?... Ceci est un grand débat.

Si ce n'est pas supportable... si on renonce à augmenter les cotisations, diminue-t-on les retraites ou augmente-t-on l'âge de la retraite ?... Là encore, c'est un grand débat.

C'est la raison pour laquelle j'ai considéré qu'il fallait sensibiliser l'opinion publique sur ce point et ne pas arrêter des mesures technocratiques... d'où les Etats-Généraux... 45.000 personnes ont participé à ce débat... expliquant une meilleure prise de conscience et, notamment, expliquant un retour à l'équilibre pour des raisons psychologiques du système d'assurance-maladie au-delà des mesures techniques qui ont été prises.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de saisir le Conseil Economique et Social

parce que c'est une Instance de Réflexion où tout le monde se retrouve et, également, pour une raison politique : je ne voulais pas le faire avant les élections présidentielles... non pas, comme certains l'ont indiqué, parce que je ne voulais pas décider d'une recette supplémentaire, - que ce soient les cotisations ou une perception fiscale généralisée pour équilibrer les comptes de 88 - mais parce que je ne voulais pas que ce débat essentiel, de savoir comment s'équilibrent les comptes Vieillesse de notre pays, compte tenu de notre démographie, de nos habitudes de vie, des acquis sociaux, soit tranché dans le climat général plus ou moins démagogique qui est, inévitablement, celui d'une campagne électorale ou d'une période pré-électorale.

Je considère que ce sujet est trop sérieux pour être discuté et arrêté dans ses décisions et dans ses conclusions pendant une campagne électorale... d'où la décision que j'ai prise, en réalité, de poursuivre la discussion et d'arrêter les mesures seulement au mois de juillet.

M. DU ROY.- Face à ces trois hypothèses du régime Vieillesse, on risque de vous demander quel est votre sentiment ?...

M. CHIRAC.- Je donnerai mon sentiment, le cas échéant, le moment venu et je ne donnerai pas le sentiment, aujourd'hui, du Premier Ministre parce que je veux connaître les conclusions du débat qui aura lieu au Conseil Economique et Social. Si je disais, aujourd'hui, quel est le sentiment du Gouvernement, - ce qui serait le cas si je m'exprimais maintenant -, le Conseil Economique et Social serait fondé me dire : "pourquoi nous avoir consultés ?..."

M. DU ROY.- Le Ministre d'Etat a donné son sentiment hier soir...

M. CHIRAC.- ... Il a eu raison... Le Ministre d'Etat a toujours raison !...

M. BERGERON.- Si j'avais été le Premier Ministre, mais je n'y suis pas, j'aurais fait comme lui, je n'aurais pas posé les problèmes qu'il a évoqués avant les élections présidentielles, ce n'est pas la peine d'en rajouter !...

Participant.- C'est une question de transition qui s'articule sur le chiffre du

- 11 -

déficit de Sécurité Sociale dont on vient de parler... Vous avez cité, Monsieur le Premier Ministre, le chiffre de 20 Milliards, et vous aviez, antérieurement, mentionné votre volonté de limiter les déficits publics.

Si on regarde le montant du déficit budgétaire global, de l'ordre de 220 Milliards, l'un des poids les plus considérables qui pèse sur ce déficit, près du tiers, est représenté par le déficit de la S.N.C.F., de l'ordre de 40 Milliards dont 15 pour les retraites, c'est-à-dire que l'on revient à peu près au même chiffre que celui de la Sécurité Sociale.

Il s'agit d'un Service public, il s'agit d'un poids considérable sur le déficit, que pensez-vous faire, dans l'avenir, sur ce sujet si vous restez au Pouvoir ?...

M. CHIRAC.- Ce que vous souhaitez, j'imagine !...

Je ne voudrais pas rentrer dans le détail de la S.N.C.F. mais je voudrais tout de même rappeler que s'agissant de ce déficit qui est, pour une large part, issu de charges sociales qui des charges dues, qui sont incontournables, la S.N.C.F. entre 1945 et aujourd'hui, a connu une décroissance d'environ plus de 50 %... il y avait, en 1945, environ 500.000 cheminots actifs, il doit y en avoir, aujourd'hui, environ 240.000 ... ce qui naturellement déséquilibre complètement le régime de retraite et implique fatalement un déficit important qui ne peut être qu'à la charge de l'Etat... mais là, ce sont des droits acquis... c'est tout-à-fait inévitable !

Le déficit réel de la S.N.C.F. tient, pour une part, à un endettement excessif réalisé à une période fâcheuse, notamment à l'étranger, à une période où les taux d'intérêts étaient très élevés, - on est allé trop loin dans ce domaine - en revanche, les investissements faits depuis 10 ou 15 ans par la S.N.C.F. sont des investissements rentables, à commencer par ceux qui concernent les trains à grande vitesse.

Tout est une question de comptabilité à la S.N.C.F. ... cela n'a pas grand sens de parler de son déficit de 15 milliards... ce n'est pas là que nous trouverons une solution à nos problèmes de déficits.

En revanche, ce qui pèse lourd dans notre déficit budgétaire, c'est l'auto-déficit, si j'ose dire, c'est le fait d'entretenir ce déficit chaque année par le déficit de l'année suivante, de l'augmenter et d'être obligé, naturellement, d'en payer les intérêts.

Les seules charges d'intérêts de notre dette, aujourd'hui, représentent quelque chose comme la moitié de l'impôt sur le revenu en France... c'est devenu quelque chose de considérable... et c'est le fruit d'une gestion qui s'est laissée allée... je me souviens de l'année 1976 : la dette intérieure de l'Etat était de l'ordre de 45 à 48 Milliards, - cela montre l'ampleur de la chose -, en 1980-1981, elle était à 350 ou 400 Milliards... - je trouvais déjà que 45 Milliards, c'était trop, je le dénonçais à l'époque - ... en 1986, nous sommes arrivés à 1.200 ou 1.300 Milliards... Ce sont des chiffres insupportables qui doivent impérativement être réduits par une politique beaucoup plus sage dans ce domaine.

C'est là que régit, pour nous, en termes de déficit budgétaire, une part importante de l'effort qui doit être réalisé ... le reste concernant un certain nombre de dépenses excessives ou de coûts excessifs de l'Administration.

Vous observerez, - dernier mot sur ce point -, qu'il y a eu un changement tout-à-fait extraordinaire, sans précédent dans notre Histoire, ... - un Président fameux avait dit aux parlementaires : "Saluez, Messieurs, ce Budget de 1 milliard, vous ne reverrez plus ce chiffre" - ... depuis cette époque, tous les ans, le Budget a augmenté à un rythme toujours supérieur à la hausse des prix.

Le premier Budget qui a été réduit, en valeur absolue, est le Budget 1987.

Pour la première fois, l'augmentation de la dépense nationale a été inférieure à l'augmentation des prix, c'est-à-dire qu'il y a eu réduction quantitative de l'intervention de l'Etat... c'est sans précédent !... on aurait pu dire, "c'est un accident"... 1988 est dans la même situation... cela est une révolution culturelle et une évolution tout-à-fait essentielle, à condition, naturellement, d'être poursuivie.

C'est un effort que je mène depuis 10 ans à Paris... c'est la raison pour laquelle je n'ai pratiquement pas d'endettements... il faut poursuivre dans cette voie... c'est par ce biais qu'on réussira... la situation de la S.N.C.F. s'améliorera par les grands investissements nouveaux qu'elle réalise actuellement.

M. LEFOURNIER.- Autre question sur la fiscalité : le Président de B.M.G. demande s'il est réaliste d'atteindre l'harmonisation des T.V.A. dès 1992 ?...

M. CHIRAC.- C'est un objectif... comme tous les objectifs, il n'est pas destiné obligatoirement à être atteint dans sa totalité... Si nous devons le faire... nous perdrons beaucoup d'argent... 70 - 80 milliards de francs... s'ajoutant aux autres efforts fiscaux et aux problèmes financiers auxquels, par ailleurs, nous sommes confrontés... je parlais de la Vieillesse, tout-à-l'heure.

Il est vrai que cette affirmation, 70-80 milliards, n'a pas beaucoup de sens... elle ne correspond pas à une réalité... tout d'abord, parce qu'il y a des évolutions entre-temps en termes d'assiette et aussi parce que les autres, également, feront un pas... le problème sera donc d'une ampleur un peu moindre... il n'en reste pas moins très contraignant et pour des raisons techniques, il est peu probable que le 1er janvier 1993, la T.V.A. soit harmonisée... mais il faut faire un pas important dans cette direction... en 1993-1994, il faut arriver à une certaine harmonisation sinon le Marché sera faussé, il y aura des distorsions, il y aura des phénomènes de même nature que ceux qui se sont passés, dans le domaine agricole, avec les montants compensatoires monétaires.

M. DU ROY.- Il y a un Sommet européen, à la mi-février, - le précédent s'est mal passé -, quelles sont les conditions nécessaires pour que le prochain se passe mieux ?...

M. CHIRAC.- Je m'empresse de dire, qu'on n'en saisisse pas les chefs d'Etat et de Gouvernement, mais c'est difficile dans la perspective d'un Sommet, je le reconnais... on a beaucoup glosé sur l'échec de Copenhague... de façon excessive... on n'a rien d'un progrès beaucoup plus substantiel pour l'Europe qui a été, quelques semaines avant, la signature de la Charte sur les principes de la Défense commune à l'union de l'Europe occidentale... c'est une avancée beaucoup plus considérable pour l'Europe que l'échec sur la décision des stabilisateurs agricoles. Quelques jours après, il y a eu la signature de l'accord sur l'Europe des Transports... dans le domaine aérien, des intérêts étaient en jeu... on n'en a pas parlé.

Nous sommes dans une situation difficile pour arrêter des mécanismes très délicats en matière d'ajustements des Marchés agricoles... c'est cela le fond du problème... chacun ayant tendance à défendre ses agriculteurs... nous aurons encore des difficultés, il ne faut pas faire d'illusions.. difficultés qui ne seront pas facilitées par la perspective d'une élection qui a lieu en Allemagne... le problème est qu'en Allemagne, il y a toujours des élections... cela ne facilite pas les choses... beaucoup plus que chez nous... il y a une élection dans les Lands... une élection doit avoir lieu quatre jours ou cinq jours avant le Sommet de Hanovre... tout ceci me donne un petit malaise... j'espère que nous arriverons à surmonter ces difficultés.

M. BERGERON.- Personne ne doute de mon attachement à l'idée européenne... mais s'agissant du grand Marché, je me demande s'il ne faudrait pas faire quelques commentaires du type de ceux du Ministre d'Etat, hier, à la télévision, afin que l'opinion publique n' imagine pas qu'au 31 décembre 1992 tous les problèmes d'harmonisation seront résolus.

Je me demande, - je sais que c'est difficile parce qu'il ne faut pas briser l'élan européen - s'il ne faudrait pas, tout de même, laisser entrevoir à l'opinion que le grand Marché, certes, est souhaitable mais que c'est beaucoup de travail pour y arriver.

M. CHIRAC.- Je partage sans réserve l'observation faite par le Secrétaire Général de Force Ouvrière... je m'arrête là ... mais cela ne doit pas nous décourager.

Participant.- Je continuerai sur les dépenses de la santé... si on compare hôpitaux publics et cliniques privées, la Sécurité Sociale rembourse, quand les prestations sont comparables, plus de deux fois plus pour les hôpitaux d'Etat que pour les cliniques privées.

Je pose la question qu'on se pose dans l'industrie : n'y-a-il pas là un gisement d'économie et d'amélioration de management possible qui serait énorme ?...

M. CHIRAC.- Oh, il y a certainement gisement d'économie... il y a des gisements d'économie partout... il n'y a pas de secteur d'activités humaines, privé

ou public, qui ne recèle des gisements d'économie. C'est le cas certainement des hôpitaux publics.

Ils font, généralement, l'objet de la double appréciation suivante :

Premièrement, on souligne leur grande misère.

Deuxièmement, on souligne le gaspillage dont ils sont l'objet.

Il faut certainement chercher la vérité entre les deux !... Il ne faut pas oublier que, par rapport, aux cliniques privées, ils ont une charge, en matière d'enseignement, qui est lourde et qui leur impose des contraintes de même qu'en matière de Recherche, ce qui rend difficilement comparable les coûts de l'hospitalisation privée et de l'hospitalisation publique.

Vous aurez observé, néanmoins, que, depuis deux ans, nous avons pris toute une série de mesures allant dans le sens d'un rééquilibrage favorable à l'hospitalisation privée... nous poursuivrons dans cette voie pour qu'il y ait égalité de chance et de concurrence.

Participant.- Sur la construction européenne, Monsieur le Premier Ministre, vous avez évoqué, tout-à-l'heure, la création éventuelle d'une Banque Centrale Européenne et un renforcement du système monétaire européen.

Certains ont qualifié celui-ci de "zone mark"... d'autres ont évoqué l'intransigeance fréquente de la Banque Centrale d'Allemagne... et, aujourd'hui, on constate que, dans le domaine des taux d'intérêts, il y a un écart important entre les taux d'intérêts réels payés par les entreprises en France et ceux payés par les entreprises allemandes.

Ne craignez-vous pas que ces projets que vous évoquiez ne renforcent, d'une certaine manière, la germanisation financière de l'Europe ?...

M. CHIRAC.- Je crois le contraire !...

Nous sommes, actuellement, dans un système qui a fait ses preuves mais qui est hybride et qui, pour un certain nombre de raisons, joue trop souvent à notre

détriment et qui, par conséquent, renforce, de façon artificielle, le poids de la devise allemande.

Il faut donc l'améliorer.

Je dirais presque, à la limite, que si nous ne l'améliorons pas, il vaudrait mieux le supprimer... ce qui est un jugement, évidemment, caricatural. Je n'ai jamais envisagé cette hypothèse... c'est pour vous donner une impression générale.

Il est donc nécessaire de l'améliorer.

Il faut, dès maintenant, que la discipline s'impose à tous... notamment, à l'Angleterre et à l'Italie.

Il faut également que cette discipline s'impose à tous les Instituts d'émissions.

Je ne trouve pas, pour ma part, normal, - sans vouloir, naturellement, m'ingérer dans les affaires intérieures allemandes et à fortiori dans l'élaboration de la décision de la BUNDESBANK qui est totalement indépendante, - que la BUNDESBANK n'intervienne pas, autrement que sur le dollar... et qu'elle se refuse d'acheter toute autre monnaie... ce n'est pas normal, c'est incompatible avec l'esprit du système, tout au moins, pour ce qui concerne les grandes monnaies.

Il y a donc la nécessité d'un renforcement, - il y a quelques mois, le Gouvernement français avait déposé, par l'intermédiaire de Monsieur Balladur, un memorandum sur le renforcement du système monétaire international, - nous allons prendre une deuxième initiative dans ce domaine et je dois dire que les effets de la crise que nous venons de connaître, les dernières discussions qui ont eu lieu au sein des Sept ont fait sensiblement progressé les thèses françaises dans ce domaine..

J'espère que nous arriverons à un renforcement, dans le court terme, du système monétaire européen qui débouchera tout naturellement sur une réforme qui, d'une façon ou d'une autre, car cela mérite d'être approfondi et discuté, se traduirait par une monnaie unique, l'écu européen réel, et par voies de conséquence, probablement, - en tous les cas, il faut l'examiner -, d'une Banque Centrale unique.

Participant.- Vous avez dit, à l'instant, que le système monétaire avait joué au détriment de la France. Pouvez-vous être un peu plus spécifique et voulez-vous dire que le franc a été surévalué par rapport au deutch mark ?...

M. CHIRAC.- Non, ce n'est pas ce que je veux dire !... Je veux dire par là que nous supportons, en période de crise, des conséquences que nous ne pouvons pas maîtriser... ce n'est pas normal... lorsque le dollar baisse, il y a immédiatement un système de traction à l'intérieur du système monétaire européen dont nous sommes immédiatement victimes sans y être pour rien du tout... ce n'est pas normal !... On pourrait imaginer, à tout le moins, que la BUNDESBANK achète du franc non... elle ne le fait pas !... nous n'avons aucun moyen et le Gouvernement allemand n'a aucun moyen de l'obliger à le faire.

Quand il y a un problème entre les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, dans le système monétaire, nous sommes pris dans une tourmente sans y être pour rien du tout, il faut donc approfondir le système et renforcer les solidarités notamment par les propositions évoquées à l'instant.

M. LEFOURNIER.- Une partie de la question précédente portait sur les taux d'intérêts. Il est vrai que la France fait une sorte de surprime par rapport à l'Allemagne, comment l'expliquez-vous ?...

Autre question : on demande vos prévisions et vos intentions sur les taux d'intérêts en 1988 ?...

M. CHIRAC.- Il est difficile de prévoir... cela dépend, notamment, de l'évolution monétaire internationale qui nous réserve régulièrement des surprises et n'ayant pas le privilège d'être expert, je ne peux par me permettre de me tromper trop régulièrement... j'éviterai de faire des prévisions certaines.

Notre intention, dans toute la mesure du possible, est de poursuivre la diminution des taux d'intérêts... c'est bien évident... d'une part, de façon harmonieuse, c'est-à-dire européenne, c'est-à-dire concrètement avec l'Allemagne... vous savez que cela a été vraiment une novation importante et une victoire du Ministre d'Etat : une baisse concertée et identique des taux d'intérêts français et allemands a été réalisée.

- 18 -

C'est une novation, cela va bien dans le sens du renforcement de solidarité que j'évoquais.

D'autre part, nous considérons que la bonne tenue de notre monnaie nous permet d'envisager, dans l'état actuel des choses, un effort... un effort national qui s'est traduit, il y a deux jours, par une décision de baisse des taux d'intérêts et notre intention, sous réserve des évolutions de la situation internationale, est de poursuivre dans cette voie.

Nous devons toujours nous comparer à l'Allemagne et, de ce point-de-vue, nous sommes handicapés... mais nous ne le sommes pas par rapport à la moyenne des autres Etats européens.

M. LEFOURNIER.- Il y a une question sur la France et l'Allemagne :

La prospérité de l'Allemagne de l'Ouest est due, pour une part, selon ce participant, au consensus entre les entreprises et les syndicats.

Pourquoi ne pas obtenir la même situation en France ?...

M. CHIRAC.- Je ne suis pas sûr qu'on ne soit pas là dans l'affirmation des lieux communs !...

J'observe qu'il y a des tensions sociales en Allemagne et qu'en France, la tendance historique est plutôt à une prise de conscience qui s'affermirait des responsabilités communes dans le cadre d'une politique contractuelle... je ne crois pas que la différence soit aussi noir et blanc qu'on vient de l'évoquer. Je ne crois pas non plus que ce soit un élément essentiel de la prospérité.

Nous avons tous la mémoire courte... mais je vous engage à prendre la presse spécialisée française, allemande et internationale des années 80... si vous la reprenez, que verrez-vous ?...

"L'Allemagne est en plein déclin... l'inflation va sévir, dans les années qui viennent, de façon inévitable, le déficit de la Balance Commerciale va s'accroître, la production diminue, l'investissement ne se fait plus et les investissements sont obsolètes... l'Allemagne est en plein déclin économique".

Ceci est l'avis de tous les experts, de tous les observateurs, de toute la presse économique, américaine, française, européenne... Vous voyez sept ans ce que c'est devenu ?... C'est dire combien il est difficile de porter des jugements !... simplement, parce qu'entre-temps les Allemands ont retroussé leurs manches... il n'y a pas d'autres moyens de sortir des difficultés et de retrouver une certaine prospérité que de retrousser ses manches, de travailler davantage et d'être un peu plus imaginatif... c'est ce que nous essayons de faire en France... et je trouve que, depuis deux ans, nous avons fait des progrès dans ce domaine... je suis bien déterminé à les poursuivre.

Vous verrez dans trois ans... on dira : "C'est extraordinaire, la situation de la France s'est redressée de façon spectaculaire... elle est redevenue le premier pays en termes de croissance parce que nous avons la vocation pour cela... parce que nous avons les hommes, à condition de bien les éduquer, ce qui est notre intérêt".

Le problème qui me préoccupe le plus n'est pas l'investissement industriel, n'est pas le problème monétaire... c'est important, je vous ai dit, tout-à-l'heure, ce que j'en pensais ... ce qui me préoccupe le plus, sur le plan national, c'est l'exploitation de notre intelligence... dans l'état actuel des choses, elle n'est pas suffisamment exploitée.

Il me semble beaucoup plus préoccupant d'avoir, à Paris, par exemple, 25 % d'échec scolaire que d'avoir des faiblesses dans l'application des ordinateurs.

M. LEFOURNIER.- Sur cette question de la formation, on vous demande : à quand une grande réforme de l'Education Nationale pour en faire une entreprise tournée vers des clients et véritablement efficace ?...

M. CHIRAC.- C'est une grande ambition... mais c'est une ambition nécessaire... ce qui est important, ce n'est pas de faire "énième" réforme mais améliorer sensiblement nos mécanismes de diffusion de la formation et de l'éducation.

On a beaucoup parlé, ces derniers temps, du Rapport LESOURN, il a ses points forts, il a ses faiblesses, naturellement, j'engage néanmoins chacun à le lire car il est extrêmement instructif.

Le Ministre de l'Education est en train d'en tirer un certain nombre de conséquences comportant nécessairement une revalorisation de la fonction des maîtres en général, des enseignants qui s'impose et qui est le préalable à toute amélioration sensible de notre système d'éducation et de formation.

Nous avons fait de grands progrès en matière de formation... nous devons maintenant les faire en matière d'éducation et je pense que la période de concertation qui vient de s'ouvrir, à l'initiative de Monsieur MONORY et qui devrait se terminer dans les 4 ou 6 semaines, devrait nous permettre de déposer à temps un projet ambitieux pour ce qui concerne l'Education nationale.

M. LEFOURNIER.- Monsieur le Premier Ministre, il peut y avoir une stagnation du pouvoir d'achat et l'on vous demande si vous ne craignez pas que les Français expriment par leur bulletin de vote le mécontentement qu'ils hésitent à manifester par la grève ?... Ceci, par peur du chômage.

M. CHIRAC.- J'ai eu toujours eu tendance à parier sur le bon sens des Français... parmi les choses qui préoccupent les Français, - les problèmes d'emploi et de sécurité, - ils ne mettent plus en cause le fait que la sécurité s'améliore, - c'est important - et ils commencent à percevoir qu'il se passe quelque chose, peut-être, pour la première fois depuis 15 ans dans le domaine de l'emploi.

Depuis 15 ans, l'emploi des jeunes s'est détérioré année après année... depuis un an, il s'est amélioré de 10 %... pendant toutes les années 81-86, on a assisté à la disparition d'environ 100.000 emplois par an, dans le secteur industriel, aujourd'hui, les experts se disputent pour savoir si, en 1987, on en a créé 30, 50 ou 80.000... peu importe... c'est un inversement de tendance.

Depuis le mois de mars dernier, mois après mois, on assiste à une diminution du chômage... cela n'était pas arrivé depuis 1973... cela est quelque chose de très essentiel et les gens s'en rendent compte... commencent s'en rendre compte... je le vois à Paris comme en province.

M. DU ROY.- Dans le prolongement de cette question, il y a deux autres questions :

La première vous demande si vous ne craignez pas de subir ce qu'on appelle "l'érosion du Pouvoir" ?...

La deuxième vous demande si vous avez le sentiment que les électeurs donneront la priorité, dans leur choix, aux acteurs plutôt qu'aux spectateurs ?...

M. CHIRAC.- En ce qui concerne "l'érosion du Pouvoir", c'est un phénomène classique, encore que certains prétendent que le Pouvoir n'use que ceux qui n'y sont pas.

Quant à la priorité, que ce soit l'acteur ou le spectateur, nous verrons cela à la fin de la scène qui est en train de se jouer.

M. DU ROY.- Votre sentiment est plutôt qu'il se jouera ou devrait se jouer sur un bilan donc sur des éléments relativement objectifs...

M. CHIRAC.- ... Je vous le dis tout de suite sur les deux naturellement...

M. DU ROY.- ... Y compris, - je termine ma question - sur des éléments plus subjectifs, c'est-à-dire, par exemple, l'image du candidat ?..

M. CHIRAC.- ... Sur les deux... et aussi sur les perspectives... sur les trois.

M. DU ROY.- Vous avez, dans vos réponses, dit le plus grand bien du Ministre d'Etat...

M. CHIRAC.- ... Je le pense... je ne me suis pas forcé !...

M. DU ROY.- ... Ayant vu l'émission d'hier soir, avez-vous considéré que ses conseils, d'une manière générale, et un conseil, en particulier, était très judicieux ?...

M. CHIRAC.- J'écoute toujours attentivement les conseils du Ministre d'Etat... il m'arrive souvent de les entendre.

M. DU ROY.- ...Celui qui vous invite à vous déclarer rapidement ...

M. CHIRAC.- ... Mérite considération !...

M. DU ROY.- Comme vous le disiez, vous-même, tout-à-l'heure, nous sommes en petit comité : "Serez-vous candidat ?"...

M. CHIRAC.- Je vous le dirai le moment venu.

M. BOISSONNAT.- Monsieur le Ministre, avant de vous permettre de conclure vous-même, puisque c'est vous qui allez conclure cette matinée et non pas nous, je voudrais vous dire que tous nos voeux nous accompagnent en vous demandant l'autorisation de qualifier l'autorisation de ces voeux, de les qualifier en deux phrases :

Si c'est le succès, pour vous, en 1988, que ce succès soit consommé avec modération et que si cela devait être l'échec, qu'il soit digéré sans amertume.

M. CHIRAC.- Ceci est à inscrire dans le marbre !...

Il y a un point qui n'a pas été évoqué et qui a, pourtant, son importance... on parlé de la compétitivité de l'Europe, de l'harmonisation des charges, etc., des chances de la France dans ce contexte... on a oublié quelque chose qui est une notion qui se rattache davantage à l'aménagement du territoire mais qui peut conditionner beaucoup d'évolutions qui ne sont, à l'heure actuelle, réellement prises en compte et qui, pourtant, sont essentielles.

Cela tient au fait que l'élargissement de la Communauté qui comporte bien des inconvénients, d'ailleurs, notamment, compte tenu des modalités de la négociation qui a été conduite, comporte également un avantage, c'est que la France se situe maintenant au coeur même de l'Europe, à droite, à gauche, en haut, en bas, nous sommes au milieu... c'est une situation privilégiée que nous n'avons pas vue depuis très, très longtemps dans notre Histoire.

Nous en avons nettement perçu les potentialités et cela nous a conduits à

prendre un ensemble de décisions dans le domaine des routes, des autoroutes, des trains à grande vitesse, etc.

En effet, les décisions que nous avons prises, notamment en ce qui concerne le réseau autoroutier français, sont des décisions d'interconnexion... non seulement, la France sera au coeur de l'Europe mais dans les cinq ou sept ans qui viennent, elle sera au coeur du dispositif d'échanges européen. Ce dont on n'a absolument pas conscience aujourd'hui. Et dans un système qui est, lui aussi, une révolution culturelle dans un pays qui, depuis toujours, a articulé ses voies de communication et d'échanges sur la capitale, - c'est en étoile -, dans un système qui vient de balayer des siècles de tradition en retenant des transversales et en retenant des interconnexions isolant, en quelque sorte, la capitale, ou plus exactement donnant la possibilité d'aller d'un point à un autre du pays mais aussi de l'Europe sans avoir rupture de charge à Paris.

L'ampleur de ces décisions, de ces investissements et de cette nouvelle conception renonçant à la centralisation en étoile sur la capitale fera de la France, dorénavant, articulée sur tous les grands systèmes de communication européens, non seulement le coeur mais le coeur battant de l'Europe.

Ceci est une perspective de nature à entraîner en soi une création de richesse d'activités, de productions et d'échanges qui ne sont pas, généralement, prises en considération, notamment, par tous ceux qui élaborent des perspectives et dont il faut toujours se méfier un peu... Ils sont nécessaires mais il faut s'en méfier... ils sont dangereux souvent.

C'est un élément essentiel de l'avenir de notre pays qui justifie l'affirmation que, compte tenu, par ailleurs, de son climat, de son environnement, de son mode de vie, de sa culture, de sa condition historique, de son peuple, la région Ile-de-France sera, à condition de faire les efforts nécessaires, bien entendu, pour la doter des moyens d'équipements, la région capitale de l'Europe de demain.

Ceci est un élément moteur pour notre économie, de notre évolution sociale dont il ne faut pas sous-estimer l'importance et dont il faut être conscient des exigences qu'elle comporte en matière, notamment, des équipements indispensables. De cela, nous avons tenu compte.

Ma dernière observation est que les experts, notamment, ceux qui étudient l'avenir le font toujours au passé... qu'ils le veuillent ou non... qu'ils en aient ou non le sentiment... c'est comme les techniciens des routes et des autoroutes... si nous avons écouté les ingénieurs des Ponts et Chaussées, il n'y aurait pratiquement plus de routes ni d'autoroutes parce qu'ils fondaient l'appréciation de l'activité d'un réseau sur les comptages. On comptait les véhicules et ce compte des véhicules était l'élément à partir duquel on porte un jugement sur l'opportunité d'investir ou non pour améliorer les voies.

Par définition, si l'on compte des véhicules sur des routes qui ne sont pas parmi les meilleures, il n'y a pas beaucoup de véhicules... alors, on ne fait pas d'investissements... quand on fait des investissements, malgré qu'il n'y ait pas le comptage suffisant, alors on s'aperçoit que le nombre de véhicules qui passent est beaucoup plus important.

Il en va de même pour les prévisions économiques : J'ai vu les meilleurs experts, tout au long de l'année 86-87, se tromper... ce qui n'aurait pas tellement d'importance car c'est un jeu qui peut se restreindre à des milieux limités... mais quand on est, dans un moment d'effort nécessaire, la composante psychologique est importante et on ne mobilise pas sur du pessimisme... on mobilise sur de l'optimisme.

Il ne faut pas non plus être béat naturellement... j'en suis parfaitement conscient... sottement béat, bien sûr... mais si l'on doit tomber... il vaut mieux tomber du côté de l'optimisme que du pessimisme... c'est plus entraînant et on a plus de chances de gagner.

C'est la raison pour laquelle je vous mets en garde contre toutes les réflexions et travaux qui peuvent conditionner un comportement de façon réductrice voire négative/

Il faut avoir bien conscience des réalités, il faut être lucide mais il faut, également, être combatif et pour cela il faut être plutôt optimiste.

Je souhaite que cette année 88 voit l'ensemble des acteurs de la vie économique française être raisonnablement optimistes.

C'est le vœu que je formulerai pour terminer en remerciant Monsieur Boissonnat, ses collaborateurs, le Forum et tous ceux qui ont bien voulu participer à cette séance.